

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 125 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2807 - Prix : 1€

Législatives

**Les candidats de
Lutte ouvrière**

Page 6

**Retraités de La
Réunion : les plus mal
traités de France !**

Page 4

**À propos de la
première ministre...**

Page 5

**Convention canne :
Tereos fait du
chantage pour avoir
encore plus de sous et
garantir ses profits**

Page 7

**Grève à la CANE : les
travailleurs disent non
au mépris et à
l'exploitation et font
reculer leur direction !**

Page 9

Sri Lanka

De la crise à la faillite

Pages 12

Tout augmente Salaires et pensions doivent suivre !



Tout augmente : les salaires et les pensions doivent suivre !

La nomination d'Élisabeth Borne au poste de premier ministre et la mise en place du nouveau gouvernement vont faire jaser le monde politique et ses scribouillards de journalistes pendant quelques jours. Mais cela a tout du plat réchauffé. Quelle que soit la sensibilité politique de tel ou telle ministre, ces sous-fifres serviront les capitalistes, quoi qu'il nous en coûte, à nous, travailleurs. Alors le plus important n'est pas ce qui se passe à Matignon.

Le plus important, c'est ce qui se passe du côté des rayons de supermarché et des prix affichés à la pompe à essence. Le plus préoccupant est cette valse des étiquettes qui s'emballe semaine après semaine.

Pour faire passer la pilule, nous avons maintenant droit, à chaque journal télévisé, à une petite leçon de consommation : comment consommer malin, l'astuce pour réduire le prix du caddy, l'appli pour chasser les promos, les vertus de l'achat en gros et du stockage, les avantages du covoiturage ou du vélo...

Oh, le gouvernement et ses perroquets ont des idées pour que nous nous serrions la ceinture ! Le problème, c'est que bien des gens le font déjà. Et quand le kilo de tomates vaut 5 euros, quand le prix de l'huile ou du poulet double, il n'y a pas d'astuce qui tienne : il faut se priver. C'est une catastrophe pour des millions de personnes et cela le devient pour des millions d'autres.

Quand les politiciens et les économistes nous disent que le pire est à venir, il faut les croire !

Tout se conjugue pour aggraver la crise : les conséquences économiques de la guerre en Ukraine, les confinements en Chine, les phénomènes de sécheresse aux quatre coins du monde... Tout cela sera prétexte aux spéculateurs pour s'en mettre plein les poches.

Car les prix n'augmentent pas tout seuls. Une fraction de la classe capitaliste en est à l'origine. Le tournesol vient certes de Russie et d'Ukraine, mais c'est avec les récoltes de l'an dernier, bien avant la guerre, qu'a été fabriquée l'huile qui vient d'augmenter de 40 %. Alors que les coûts de production de nombreuses matières premières n'ont pas augmenté, les spéculateurs profitent du fait qu'il y a moins d'offre et plus de demande pour augmenter leurs prix et leurs marges. C'est manifeste pour le secteur pétrolier, où Total a multiplié par deux ses profits.

Si certains artisans et commerçants hésitent à répercuter l'augmentation de leurs charges sur leurs propres prix, ce n'est pas le cas des groupes capitalistes les plus puissants. Les trusts automobiles ont par exemple pris les devants en augmentant considérablement les prix des voitures.

Dans les crises, comme dans les guerres, les gros ont toujours les moyens d'imposer leur loi. Mieux, ils trouvent toujours de nouvelles opportunités pour profiter de la situation.

Le patronat des grandes entreprises fixe ses prix. Il a donc le pouvoir de répercuter les hausses qu'il subit. C'est une façon d'indexer les bénéfices, les dividendes, c'est-à-dire les revenus des plus riches sur l'inflation, mais c'est refusé aux salariés.

Il n'y aurait donc que les salaires, les pensions et les allocations qui ne bougeraient pas ? Il faudrait que les travailleurs acceptent encore de s'appauvrir ? Eh bien, voilà une nouvelle déclaration de guerre !

Nous ne sommes pas en mesure d'empêcher la crise et d'arrêter cette flambée des prix, mais nous pouvons et nous devons nous battre pour ne pas en faire les frais. À l'inverse des capitalistes, nous n'avons pas de marge, nous n'avons pas de milliards en réserve, il nous faut l'intégralité de notre pouvoir d'achat !

Macron incite le patronat à verser une prime aux salariés, mais que pèse une prime annuelle de 500 ou 1000 euros, alors qu'il manque entre 300 et 500 euros par mois sur les salaires ? Il a aussi prévu, après avoir fait le chèque énergie, de verser un chèque alimentaire de 50 € par mois aux plus modestes. Et ce sera quoi ensuite ? Des tickets donnant droit une baguette par jour pour s'assurer que tout le monde a sa ration de pain ? Cette politique de l'aumône est un pis-aller pour nous détourner du combat nécessaire : l'augmentation générale des salaires en proportion des prix !

Des travailleurs s'organisent dans de nombreuses entreprises pour revendiquer des hausses de salaires correspondant à l'inflation. Ici ou là, ils revendiquent 200, 300 € d'augmentation. Plusieurs de ces grèves, notamment des ouvriers de Faurecia dans le Doubs ou des salariés de Toray près de Lyon, ont réussi à arracher des augmentations conséquentes. C'est cette voie qu'il faut suivre.

Nathalie Arthaud

SMIC : pouvoir vivre de son salaire

Jean-Luc Mélenchon a annoncé que, s'il était Premier ministre, il porterait le SMIC à 1 500 euros net. Immédiatement, on a entendu une ribambelle d'économistes, de représentants politiques et de journalistes expliquer que ce serait une catastrophe pour l'économie.

En réalité, tous savent que le SMIC pourrait atteindre bientôt 1 500 euros net par mois simplement à cause des revalorisations automatiques dues à l'inflation. Pour les travailleurs, cela ne voudra même pas dire que leur pouvoir d'achat s'améliore. Il suffit de voir ce qu'il s'est passé en un an : le SMIC a augmenté de près de 80 euros, mais les

prix de l'électricité, des carburants, des produits alimentaires sont montés en flèche. Et la hausse du SMIC n'a pas compensé cette envolée.

Le gouverneur de la Banque de France a ajouté qu'il était opposé aux hausses de salaires car celles-ci seront « *bouffées dans les mois qui suivent par le supplément d'inflation, et tout le monde sera perdant* ». Il est vrai que si le patronat était contraint d'augmenter les salaires, il tenterait de se rattraper immédiatement sur les prix. Après les grandes grèves ouvrières de juin 1936 ou celles de mai 1968, c'est ce qui s'est passé. Mais renoncer pour autant à revendiquer des augmentations serait céder au

chantage. Ce qui est vrai, c'est que le combat des travailleurs ne peut pas s'arrêter en chemin. Si les prix augmentent, et ils augmenteront, les travailleurs devront se battre pour que les salaires continuent d'augmenter. Alors, une promesse électorale d'un SMIC à 1 500 euros net fait peut-être crier des politiciens de droite, mais le problème n'est même pas de s'arrêter à un chiffre, il est d'imposer en permanence un rapport de force, entre travailleurs et patronat, tel que ce dernier soit obligé de payer.

Il manque 500 euros : eux-mêmes le disent !

Dans une enquête commandée par Cofidis, les personnes interrogées ont estimé qu'il leur manquait 490 euros par mois en moyenne pour vivre convenablement.

Il n'y avait certes pas besoin d'une telle enquête pour savoir que le pouvoir d'achat des travailleurs est en baisse avec le blocage des salaires et l'inflation qui s'accélère. Et cela évidemment ne date pas de février et du début de la guerre en Ukraine. C'est chez les jeunes de 25 à 34 ans (76 %), les ouvriers (72 %) et les familles monoparentales (78 %) que cette baisse du pouvoir d'achat est la plus dramatique. Chez tous ceux-là, la seule solution est de rogner sur tout, en diminuant les dépenses du quotidien comme l'alimentation, en baissant le chauffage, en consommant moins d'eau ou d'électricité. Au total une personne interrogée sur six déclare être à découvert tous les mois.

Pour une entreprise comme Cofidis, cette enquête est une occasion de promouvoir ses crédits à la consommation aux taux d'intérêt élevés

auxquels beaucoup doivent recourir pour surmonter une passe difficile. Mais pour les travailleurs, c'est la confirmation qu'il faut revendiquer des hausses de salaire importantes de l'ordre de 500 euros par mois et un salaire minimum de 2 000 euros net, sans oublier l'indexation des salaires sur l'inflation. Rien à voir avec les promesses de Macron, avec son chèque alimentaire qui devrait paraître



PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

**MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ
VENDREDI 27 MAI de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 28 MAI de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 28 MAI de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 29 MAI de 8H30 à 10H00**

Prestations sociales : une hausse misérable

Les pensions versées par la Caisse d'allocations familiales – dont le RSA, la prime d'activité et l'allocation adulte handicapé (AAH) – ont été revalorisées, comme chaque année, au 1er avril.

Et les nouveaux montants viennent d'être versés pour le mois

de mai.

L'an dernier, la hausse avait été de 0,1 %. Cette fois-ci, alors que les organismes officiels de l'État estiment eux-mêmes que l'inflation est de 4,8 %, la CAF n'a augmenté ses versements que de 1,8 %. Pour le RSA d'une personne seule, cela cor-

respond à une hausse d'à peine 10 euros et de 16 euros pour l'AAH. De quoi voir rouge.

Avec l'inflation qui s'emballe, le pouvoir d'achat de tous, travailleurs, chômeurs et retraités, est en train de reculer. Mais plus on est pauvre et plus il recule !

Leurs rêves et les nôtres

À La Réunion, un quart de la population vit du RSA auquel il faut ajouter 170 000 chômeurs. Une grande partie des classes populaires vit dans le besoin et l'envolée actuelle des prix aggrave leur situation.

Macron et son gouvernement prétendent remettre la population inactive au travail, mais à quelles conditions ?

Tout d'abord en réduisant le montant des indemnités chômage, ce qu'il a déjà fait, et aussi en obligeant les bénéficiaires du RSA à aller travailler pour justifier leur allocation misérable.

Ils voudraient les contraindre à travailler entre 15 à 20 heures par semaine pour un revenu mensuel de 575 euros. Ce qui reviendrait à en faire des travailleurs payés en-dessous du SMIC.

Macron, si à cheval sur le respect de la loi quand il s'agit des manifestants ouvriers ou des Gilets



Jaunes, s'assoit sans complexe sur le Code du Travail.

Pour lui, c'est normal. Il travaille depuis des années à réduire le « coût du travail » pour le patronat. Leur calcul est simple : moins ils paieront les travailleurs et plus ils s'enrichiront.

Refuser de travailler pour un salaire de misère est intolérable à

Macron et à la classe patronale dont il est le dévoué serviteur.

Ils rêvent d'une classe ouvrière corvéable et taillable à merci.

Transformons leur rêve en cauchemar en mettant tout ce petit monde de riches et de prétentieux au pas, en leur imposant augmentations de salaires et partage du travail en tous !

Retraités de La Réunion : les plus mal traités de France !

Une étude de l'INSEE basée sur des données datant de 2016 fait ressortir que la pension moyenne versée aux retraités réunionnais était inférieure de 28 % à celle des retraités de l'hexagone, soit 1160 euros brut par mois.

Plus grave encore 60 % des retraités de l'île percevaient moins de 850 euros brut par mois et 10 % des retraités aux pensions les plus faibles moins de 210 euros brut par mois comme pension totale (comprenant pension de droit direct, de droit dérivé et majoration pour trois enfants ou plus), autant dire pas même de quoi

s'alimenter !

Six ans après cette enquête, le montant des retraites n'a pas augmenté, ou de si peu. Les prix, par contre, se sont envolés, plongeant encore plus dans la misère les anciens travailleurs, celles et ceux qui ont trimé toute leur vie pour des salaires indignes.

Macron, pendant sa campagne électorale, a fait miroiter la promesse d'une retraite minimum à 1100 euros... en janvier 2023. On sait ce que valent les promesses des politiciens bourgeois.

Mais dans l'immédiat, sa priorité

est de faire voter le report de l'âge de la retraite à 65 ans qui aura pour effet de réduire encore plus le montant des retraites !

Alors les travailleurs aux bas salaires et les retraités aux pensions ridicules n'auront d'autre choix que d'agir ensemble et massivement pour exiger leurs augmentations conséquentes s'ils ne veulent pas continuer à se serrer toujours plus la ceinture alors que l'argent de l'État s'accumule dans les coffres forts de ceux qui ne savent plus quoi faire de leur argent !

Passeport ou passe... ton chemin ?

Aujourd'hui les délais d'attente pour refaire un passeport ou une carte d'identité ont été multipliés par deux. Il faut attendre quatre mois avant de récupérer ces documents indispensables à un certain nombre de formalités ou pour partir en voyage.

La direction de la préfecture a immédiatement réagi en expliquant ces retards par le déconfinement et la reprise du tourisme !

Elle s'est même permise de conseiller à la population de « prendre le passeport avant le billet d'avion ».

Pas question pour elle de reconnaître que l'État et les gouvernements sont seuls responsables dans l'affaire, car ayant supprimé ces dernières années dans les services préfectoraux des milliers de postes de travail.

L'État : de gros moyens pour les riches, les files d'attente pour la population



Au service des élections, les employés chargés d'enregistrer les dossiers des candidats aux prochaines élections législatives ne sont pas à la fête. Personnel en nombre insuffisant et PC qui plantent pendant des heures. Pour eux, cela se traduit par des journées stressantes et à rallonge.

Quant aux candidats, ils doivent

poireauter pendant des heures à l'extérieur des bâtiments, Covid oblige !

On a déjà une petite idée de ce que Macron nous réserve avec sa « réforme de l'État », soit un service toujours plus rabougri pour la population.

À propos de la première ministre...

À peine quelques jours après sa réélection, Macron a mis fin au contrat de son premier ministre Castex pour nommer à sa place Elisabeth Borne à Matignon.

Elisabeth Borne est arrivée au gouvernement dès mai 2017 après avoir servi les gouvernements bourgeois précédents depuis le début des années 1990 sous le gouvernement du socialiste Lionel Jospin.

C'est elle qui a mené la réforme de la SNCF qui a conduit à l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire, à la transformation du statut de l'entreprise et à l'arrêt du recrutement des cheminots au statut des agents. Cette réforme a déclenché une riposte massive des cheminots, mais que les syndicats ont affaibli en la transformant en grève perlée, secteur après secteur, pendant 37 jours de mars à juin 2018.

Cette tactique des syndicats

destinée soi-disant à éviter de trop lourdes pertes de salaires aux grévistes tout en désorganisant le service ferroviaire, n'a pas permis aux cheminots de se faire reculer le gouvernement sur son projet. Le projet de loi a été définitivement adopté le 14 juin 2018 et la réforme est alors entrée en vigueur sur le terrain, désorganisant les services de la SNCF et réduisant les droits des cheminots à la portion congrue.

Le journal de droite pro patronal le Figaro a à l'époque salué cette victoire d'Emmanuel Macron et de sa ministre Elisabeth Borne en sachant gré à celle-ci « d'avoir tenu tête aux syndicats les plus contestataires – elle en est devenue la bête noire – au moment où le pays s'est retrouvé plongé dans sa plus longue grève depuis 1995 »

Avec l'arrivée de Castex à la tête du gouvernement, elle s'est retrou-

vée ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion. À ce titre elle a été chargée par Macron des réformes des retraites et de l'assurance-chômage. Elle a déjà réussi à faire passer la seconde. Macron et le patronat peuvent compter sur elle pour mettre toute son énergie pour faire passer la première.

En fait, avant même sa réélection à la présidentielle, Macron avait annoncé clairement la couleur aux travailleurs en leur promettant « des larmes et du sang ». Il a choisi en toute logique une exécutante inflexible sur sa volonté de s'en prendre aux travailleurs.

Les travailleurs doivent donc se préparer à rendre les coups et à utiliser leurs armes de classe, la grève générale et les manifestations de rue massives, pour mettre au pas tous les parasites capitalistes et leurs serviteurs du gouvernement !

Les candidats de Lutte ouvrière

Aux élections législatives des 12 et 19 juin 2022, Lutte ouvrière présente des candidats dans les 539 circonscriptions de métropole et sept circonscriptions à la Réunion.

Dans les quatre circonscriptions de Martinique et les quatre de Guadeloupe, elle sera aussi présente grâce aux candidats de Combat ouvrier.

Dans ces 554 circonscriptions, Lutte ouvrière sera donc représentée par 277 femmes et 277 hommes dont toutes et tous appartiennent au monde du travail : employés, ouvriers, conducteurs de bus, cheminots, soignants, enseignants, postiers, techniciens, femmes de ménage, etc. Toutes et tous sont des militants, qui ne font pas de carrière politicienne, et ne vendront pas leurs idées pour une place. Ils poursuivent dans les élections législatives le combat qu'ils mènent au quotidien, en permanence, dans les entreprises et les quartiers populaires, pour les intérêts de leur classe.

Comme ils le rappellent sur leurs affiches, la soif de profit des capitalistes nous condamne à l'exploitation, à la crise économique et climatique. La domination impérialiste sur le monde mène à la guerre, et il faut refuser les sacrifices

imposés par ce système fou !

Voter Lutte ouvrière, ce sera défendre un programme de lutte :

Contre le chômage et la précarité, il faut répartir le travail entre tous sans perte de salaire ; travailler moins et travailler tous !

Contre la flambée des prix et la chute de notre pouvoir d'achat, il faut augmenter et indexer les salaires et les pensions sur la hausse des prix ; pas un salaire, pas une pension, pas une allocation à moins de 2 000 euros net !

Contre la spéculation, les méfaits et la rapacité des capitalistes, il faut abolir le secret des affaires et imposer le contrôle des travailleurs !

Contre Macron, réélu pour servir les capitalistes et nous faire payer la crise, contre l'extrême droite, déguisée en amie des classes populaires, contre le rejet des étrangers, contre le nationalisme et la division entre travailleurs, face aux marchands d'illusions qui prétendent que nous pouvons nous protéger en élisant de bons députés, voter Lutte ouvrière c'est affirmer que les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes et qu'ils doivent se rassembler sur le terrain de la lutte de classe !

La Réunion

1^{ère} circonscription



Corinne GASP
*Conseillère
de gestion*

Suppléant
Paul TÉCHER
Facteur

2^{ème} circonscription



Nicolas LEGENTIL
Enseignant

Suppléante
Catherine
M'COUEZOU
Aide-soignante

3^{ème} circonscription



Yves THEBAULT
Enseignant

Suppléante
Nelly ACTIF
Statisticienne

5^{ème} circonscription



Jean Yves PAYET
Conseiller agricole

Suppléant
Jean-Luc NABA
Facteur

4^{ème} circonscription



Serge
LATCHOUMANIN
Conseiller en formation

Suppléant
Valency LAPLAGNE
Travailleur-social

6^{ème} circonscription



Didier LOMBARD
Agent EDF

Suppléante
Frania FASY
Auxiliaire de vie

7^{ème} circonscription



Jean Luc PAYET
Enseignant

Suppléant
Xavier LAPIERRE
Aide-soignant

Castex : très cher “couteau suisse”

Le CDD de l'ex-Premier ministre aura duré 22 mois. Contrairement à l'immense majorité des travailleurs en fin de contrat, Jean Castex ne subira pas la galère de Pôle emploi.

Son indemnité de départ de 44 000 euros, ainsi que les avantages liés à la fonction, voiture avec chauffeur et carburant fourni, accordés pendant dix ans, payés sur l'argent public, sont confortables. Ils lui permettront au moins de vivre dans son bourg des Pyrénées-Orientales, loin des exorbitants tarifs parisiens. De toute manière, lorsqu'il a été appelé à Matignon il y a deux ans, ce haut fonctionnaire était réputé pour être l'un des mieux payés du pays, accumulant grâce à ses diverses fonc-

tions, qui lui valurent le surnom de Couteau suisse, environ 200 000 euros par an. De quoi refaire l'isolation de son pavillon...

Ces modestes émoluments de l'énarque ont été bien gagnés à défendre les intérêts du patronat. Présenté lors de la succession d'Édouard Philippe comme l'homme du déconfinement, Castex est un homme politique de la vieille droite de tradition catholique, membre de l'UMP, puis de LR. Sous l'aile de Chirac président, avant de seconder Xavier Bertrand au ministère de la Santé, puis du Travail, il avait, en qualité de directeur de l'hospitalisation et de l'organisation des soins, proposé la funeste tarification à l'activité pour

rentabiliser l'hôpital. Ses bons et loyaux services à la bourgeoisie ont ajouté à son plan de carrière, à la fin du mandat de Sarkozy, le secrétariat général adjoint de l'Élysée.

Les capitalistes du CAC 40 peuvent trinquer à sa santé en se réjouissant des richesses accumulées pendant ces deux dernières années de crise économique et sanitaire : les 100 milliards de cadeaux du plan France relance puis les 26 milliards du plan de résilience y ont amplement contribué.

Convention canne : Tereos fait du chantage pour avoir encore plus de sous et garantir ses profits

À un mois du début de la campagne sucrière, les planteurs de cannes réclament à cor et à cri à l'usiner Tereos l'ouverture des négociations de la nouvelle « convention canne » arrivée à échéance depuis 2021.

C'est cette convention signée entre les syndicats de planteurs, Tereos et l'État qui fixe entre autre, les conditions de livraison de la canne aux deux usines sucrières, d'aides publiques à la filière et les modalités de paiement de la canne aux planteurs par l'usiner.

C'est surtout ce point qui constitue le blocage au démarrage des négociations.

En effet, les planteurs réclament un « prix garanti » et revu à la hausse pour compenser notamment l'explosion des tarifs de l'engrais et des herbicides.

De son côté, l'usiner par la voix du patron de Tereos océan Indien, Philippe Labro, rétorque qu'il lui est impossible de « s'engager sur un prix garanti sur 5 ans, sauf à accepter un prix qui serait revu à la hausse ou à la baisse selon la conjoncture ».

Labro prétend que les 28 millions obtenus sous le gouvernement Hol-

lande et qui lui sont versés chaque année ne suffiraient pas à « *maintenir l'équilibre financier* » malgré, reconnaît-il, une augmentation du prix du sucre en janvier de 12 euros par tonne sur le marché européen !

Il réclame à l'État un « *filet de protection* » supplémentaire de 15 millions. Sinon, menace-t-il, « *soit on dépose le bilan, soit on baisse les prix* ».

Tereos chante à nouveau le même refrain qu'il y a cinq ans au moment de la fin des quotas sucriers européens.

À l'époque, sa plainte avait été reprise en chœur par les syndicats des planteurs et les parlementaires locaux.

Aujourd'hui, l'union sacrée avec les planteurs semble terminée mais en revanche, le gouvernement n'a pas dit non aux exigences de ce groupe qui brasse des milliards à l'échelle mondiale.

Comme c'est souvent le cas, l'État pourrait céder au chantage de Tereos et de nouveaux millions d'argent public viendront s'ajouter aux millions d'euros d'aides de l'Europe (Feder, Feader) que ce capitaliste perçoit depuis des décennies rien

qu'à La Réunion.

Tereos prétend connaître des difficultés financières.

Mais en 2010, quand il mit la main sur les usines sucrières, les distilleries, le foncier et l'immobilier qui appartenaient alors au groupe Quartier Français, il ne fit pour ainsi dire aucun investissement. Tout était déjà en place y compris la main d'oeuvre.

Pour autant, en 12 ans, le prix de la canne n'a presque pas bougé et encore moins les salaires des ouvriers d'usine et des ouvriers agricoles qui travaillent sur les sites de recherche de Tereos.

Cette année, celui-ci a accordé moins de 4 % d'augmentation de salaire aux travailleurs de l'usine de Bois Rouge, même pas suffisant pour compenser le prix du carburant que ceux-ci mettent dans leur véhicules pour aller travailler.

Alors, il serait grand temps que les travailleurs réclament leur dû et exigent le contrôle des comptes de l'entreprise pour savoir où passe réellement les millions engrangés sur leur dos et sur ceux des petits planteurs.

Vivement l'ÉRUPtion de la faim !

Les président(e)s de Région des Départements d'Outre-mer se sont réunis, en Martinique, en conférence des Régions Ultra Périphériques au lendemain de l'élection présidentielle. Ils ont lancé un appel à l'État pour que celui-ci « *change ses politiques d'aide au développement de leurs territoires frappés par la pauvreté* », « *place les leviers de décision au plus près des territoires pour que les politiques publiques soient plus proches des réalités de chaque région* ».

Que ces territoires éloignés de la France de plusieurs milliers de kilomètres soient victimes depuis des lustres de sous équipement en matière d'hôpitaux, de logements ou de transports en commun, c'est une évi-

dence. Mais en quoi la distance empêche-t-elle au 21ème siècle de satisfaire les besoins élémentaires de la population ? Est-ce que ce qu'ils appellent les « leviers de décision » plus proches de la population seraient la garantie que les besoins soient mieux pris en compte ? Bien sûr que non ! Parce que d'abord il faut savoir qui tient ces leviers. Et parce que la cause fondamentale du retard du développement économique et social de ces territoires c'est le système social injuste actuel. Les profiteurs sont les patrons qui profitent des bas salaires et de la non application des lois sociales plus favorables en métropole, ceux qui exploitent la force de travail des salariés, ceux qui monopolisent le

commerce et la grande distribution et réalisent des surprofits scandaleux sur le dos des classes populaires, ceux qui se gavent d'argent public.

De cela les quémanteurs réunis en conclave des RUP ne disent rien. C'est pourquoi leur adresse à Macron n'est en réalité qu'une façon de chercher à se dédouaner eux-mêmes de leur complicité tacite avec les exploités dont sont victimes les travailleurs et les classes pauvres des RUP.

Pour que leur sort change c'est le pouvoir de nuire qu'il leur faudra arracher aux exploités et à leurs serviteurs pour le remplacer par le pouvoir des travailleurs.

DANS LES ENTREPRISES

« Aide toi, le ciel t'aidera », adage à destination des plus faibles ?

Les agents du Service Social d'Aide à l'Enfance ont décidé de faire grève tous les mardis de ce mois de mai pour dénoncer l'insuffisance de leurs effectifs et leur incapacité à répondre aux besoins de la jeunesse en grande précarité.

Les personnels concernés sont épuisés, usés psychologiquement, et avec une grande souffrance en milieu professionnel... alors que leur rôle officiel est d' « *apporter un soutien matériel, éducatif et psychologique aux mineurs, à leur famille, aux mineurs émancipés et aux majeurs âgés de moins de 21 ans confrontés à des difficultés sociales susceptibles de compromettre gravement leur équilibre* »,

dit la charte de l'Aide à l'Enfance dont le Conseil départemental a la charge.

Le problème, c'est que cette charge repose de plus en plus lourdement sur les épaules de moins en moins nombreuses de travailleurs chargés de suivre ces enfants et adolescents.

Une fois de plus les travailleurs des secteurs sociaux sont devant le mur des choix du gouvernement qui privilégie les capitalistes au détriment du soutien aux plus fragiles.

Seule la lutte des travailleurs peut l'obliger à inverser l'ordre de ses choix !



À la SEMADER, les travailleurs mécontents de leurs salaires

Lundi 9 mai, les travailleurs de la SEMADER se sont eux aussi mis en grève pour une augmentation de leurs salaires correspondant à minima à l'inflation officielle, soit 4,5 %.

Ils venaient de se heurter lors de

leurs négociations annuelles obligatoires (NAO) à une provocation de leur direction venue avec une proposition d'augmentation de 1,6 %.

Partout les travailleurs sont confrontés à cette morgue de leurs

exploiteurs qui s'imaginent pouvoir leur imposer une baisse de leur pouvoir d'achat sans réaction de leur part.

C'est loupé !

Grève à la CANE : les travailleurs disent non au mépris et à l'exploitation et font reculer leur direction !



De Sainte-Rose à Sainte-Suzanne en passant par Saint-André, la Plaine-des-Palmistes et Salazie, tout le monde connaît la CANE et ses points de vente Gamm Vert.

Depuis 60 ans, la CANE fait quasiment partie du quotidien des agriculteurs et éleveurs, mais aussi des jardiniers particuliers qui viennent s'y ravitailler.

Les femmes et les hommes qui y travaillent, parfois depuis plus de trente ans, sont des passionnés de la nature et du vivant, mais voilà ils se heurtent à une direction qui ne cesse de les humilier, maintient leurs salaires au niveau du Smic, licencie en continu ceux qui osent exprimer leur opposition à ses méthodes dictatoriales, poussent à bout ceux qui restent pour finir par s'en débarrasser après les avoir pressés comme des citrons.

Plus de la moitié des salariés se sont mis en grève illimitée le 10 mai.

Ils réclament 500 euros d'augmentation pour tous, un salaire minimum de 2000 euros net, l'arrêt des pressions et des licenciements, le respect de la direction.

Face à ce mouvement massif, la direction a décidé de se débarrasser de son ancien président pour donner le change aux grévistes, mais

pas du directeur général qui mène la vie dure aux travailleurs depuis sa venue à la CANE.

Elle a décidé de jouer la montre et le pourrissement, mais s'est heurtée à la résistance des travailleurs en lutte. À leurs revendications, elle n'a donné aucune réponse positive pendant des jours, conditionnant le peu de concessions en matières salariale et managériale au retour à la santé financière de la CANE qu'elle a seule contribué à détériorer. C'est un jeu de dupes auxquels les travailleurs ont refusé de se prêter.

La direction leur a d'abord proposé de leur octroyer une augmentation salariale mensuelle de 300 euros brut étalée sur trois ans ... « en fonction de l'amélioration de la trésorerie et des résultats du groupe »... sur lesquels les travailleurs n'ont aucun contrôle ! Ils ont refusé et ont reconduit la grève déclenchant alors l'intervention de la direction du travail.

Jeudi 19 mai, après des heures de négociations, la direction finissait par concéder ces 300 euros brut étalés sur trois ans, mais cette fois-ci sans conditions et de plus l'ouverture de NAO au deuxième semestre de cette année.

Elle accordait en plus une prime de 5 mois de salaire aux travailleurs

partant à la retraite, le paiement de 6 jours de grève sur 9 et une embauche.

C'est sur ce résultat que les grévistes ont décidé de reprendre le travail.

Sans leur action collective, ils n'auraient rien gagné et auraient continué à subir la dictature de leurs dirigeants.

Ce que les grévistes de la CANE ont donc acquis pendant cette grève, c'est la conscience de leur force collective. Pour beaucoup d'entre eux c'était leur première grève et le fait qu'elle ait été organisée démocratiquement avec la mise sur pied dès le premier jour d'un comité de grève élu par eux et fonctionnant en liaison permanente avec l'ensemble des grévistes, permettant à chacun d'entre eux d'intervenir lors des nombreuses assemblées générales, de poser librement ses questions et d'y trouver réponses auprès des camarades et des militants, a rendu plus solide et plus déterminée leur union et leur volonté de vaincre.

Inutile de préciser qu'ils reprennent le travail la tête haute !

Racisme : des crimes encouragés

Deux crimes racistes ont marqué l'actualité récente, comme celui commis dans le 17^e arrondissement de Paris, vendredi 13 mai, où un homme de 50 ans est sorti de sa voiture pour se mêler d'une altercation.

Il a sorti son arme et tué de sang-froid, à bout portant, un des hommes présents, qui étaient d'origine marocaine et espagnole.

Le tueur est connu des services de police pour ses liens avec l'extrême droite et ses idées racistes et antisémites. De même, le 19 mars, l'ancien joueur du Biarritz Olympique Federico Martin Aramburu a été abattu de cinq balles et le meurtrier

préssumé est connu des services de police pour sa violence et ses idées d'extrême droite. Les deux hommes et la femme responsables de ce meurtre avaient eu un différend avec lui dans un café avant de le suivre pour l'assassiner devant son hôtel.

Les heures de délires racistes portés par les candidats d'extrême droite et relayés par la presse pendant la campagne présidentielle, la surenchère de propositions et de déclarations racistes venant de la droite pour gagner une partie de l'électorat favorisent le passage à l'acte d'individus obsédés par la haine des étrangers, de ceux qui le paraissent et de ceux qui

s'opposent au racisme et l'antisémitisme.

Des vagues de meurtres racistes ont déjà eu lieu en France, en particulier dans les années 1970, meurtres qui étaient d'ailleurs étouffés. Des attentats à la bombe ont aussi visé les milieux maghrébins à la fin des années 1980.

L'aggravation de la crise et la fuite en avant des plus racistes prêts à passer aux actes est lourde de danger. Le racisme, la recherche de boucs émissaires est un poison mortel dont il faut arrêter la propagation.

Frontex : l'Europe contre les migrants

Après la démission du directeur exécutif de Frontex, Fabrice Legere, France 2 a rappelé dans l'émission *Complément d'enquête* le rôle des États européens et comment le budget de leur agence européenne de surveillance des frontières est utilisé.

Les fonds investis dans ces opérations de répression de l'immigration sont considérables : entre 2005 et 2021, le budget de Frontex est passé de 6 à 544 millions d'euros par an. D'ici 2027, l'Europe va dépenser 23 milliards d'euros et Frontex embauchera 10 000 agents supplémentaires pour renforcer les polices détachées par chaque pays.

À cela s'ajoute ce que chaque État dépense pour construire des murs ou des clôtures. C'est même devenu un

marché pour des entreprises de matériel de plus en plus perfectionné. Drones ou nouveau modèle d'hélicoptère d'Airbus, barbelés équipés de petits harpons en lames de rasoir, spécialité d'une société espagnole, nouvelles caméras thermiques, capables de repérer une présence jusqu'à 20 kilomètres de distance, vantées par une commerciale française : tout cela compose un marché très dynamique et profitable, selon les dires des industriels de la défense !

Le résultat de cette politique inhumaine se compte en milliers de noyés, de blessés graves voire de morts sur ces barbelés harpons, en milliers de femmes, d'hommes et d'enfants enfermés dans des camps,

pourchassés sur les frontières mais qui, de toute façon, ne renonceront jamais à essayer de vivre loin de la misère et des conflits.



Canonisations : l'Église et sa fille aînée

Il y avait une fête, du beau monde et des costumes au Vatican, dimanche 15 mai. Le pape devait ce jour-là y déclarer saints dix nouveaux élus, tout droit sortis des obscures vagues de la crédulité.

Pour être proclamé saint, canonisé, il faut être à l'origine de deux miracles, de son vivant ou, encore plus fort, après sa mort. Ainsi Charles de Foucault, fils de famille noceur, mili-

taire colonisateur devenu ermite catholique au désert, mort en 1916, aurait sauvé un charpentier tombé d'un échafaudage cent ans après, en 2016.

Tout cela ne prêterait qu'à sourire si la République française n'avait tenu à se faire représenter à la cérémonie, et pas par n'importe qui, mais par le ministre de l'Intérieur et des Cultes lui-même, Darmanin. Et cela

parce que le Premier ministre n'avait pu se déplacer.

La République a beau être constitutionnellement laïque, une gèneflexion devant l'Église de Rome et ses superstitions ne peut pas faire de mal, surtout quatre semaines avant une élection. Vous avez dit communautarisme ?

ÉTATS-UNIS

Tueurs racistes à l'œuvre

Samedi 14 mai, un jeune homme de 18 ans, Payton Gendron, a perpétré un massacre dans un supermarché d'un quartier noir de Buffalo, une ville de l'État de New York. Avec une arme semi-automatique, il a fait dix morts et trois blessés, avant de se rendre à la police.

Le mobile raciste de ce suprémate blanc ne fait guère de doute. Gendron a fait trois heures de route depuis son village pour atteindre ce supermarché, après avoir diffusé un manifeste de 180 pages où il se définissait comme raciste, fasciste et antisémite. Il écrivait qu'il lui fallait trouver un endroit où tuer autant de Noirs que possible, et Buffalo était la ville à sa portée comptant la plus grande proportion de Noirs. Onze de ses treize victimes sont d'ailleurs noires. Il se revendique des tueries de

Christchurch en Nouvelle-Zélande, où en 2019 un homme a tué 51 musulmans, et de Charleston en Caroline du Sud, où en 2015 un autre raciste avait assassiné neuf Afro-Américains dans une église. On peut ajouter qu'en 2018 un homme a tué onze personnes dans un synagogue de Pittsburgh, et qu'en 2019, un autre suprémate a tué 23 personnes dans un supermarché d'El Paso au Texas, en ciblant cette fois les Mexicains-Américains.

Dans chacun de ces cas, les tueurs étaient des suprémates blancs. Mais, derrière ces personnages qui passent à l'acte, il y a des théoriciens, des journalistes et des politiciens racistes qui les inspirent, en pérorant sur le « *grand remplacement* ». Aux États-Unis, Trump a repris, à sa façon, cette théorie, et sa présidence a

permis à ses adeptes de prospérer. De grands médias comme Fox News s'en font toujours la caisse de résonance. Des politiciens prennent la pose à la frontière avec le Mexique, en fustigeant « l'invasion » migratoire.

En France aussi, Le Pen reprend cette thèse à sa manière, en ciblant les musulmans et les migrants. Et Zemmour en a fait son fonds de commerce électoral, pour ne pas dire son fond de poubelle puant. Les journalistes ou les politiciens qui fustigent du matin au soir les étrangers, les Noirs, les musulmans ou les juifs, arment politiquement des tueurs racistes comme celui de Buffalo.

FINLANDE, SUÈDE ET OTAN

La politique de Poutine renforce l'impérialisme

La Finlande, qui a une longue frontière avec la Russie, a officiellement demandé à entrer dans l'OTAN. La Suède s'apprête à faire de même. Ces deux États mettent ainsi fin à la neutralité qu'ils affichaient jusque-là.

En réalité, le rapprochement de la Finlande et de la Suède avec le camp occidental ne date pas de ces dernières semaines, mais au moins de l'effondrement de l'URSS en décembre 1991. Elles ont rejoint l'Union européenne trois ans plus tard. Dès mai 1992, la Finlande avait remplacé ses avions militaires, pour partie des MIG-21 soviétiques, par des F-18 commandés aux États-Unis, auxquels succèdent maintenant des F-35, également américains, au grand dam de Dassault qui espérait remporter le marché. La préférence a été

donnée à ce type d'avions, qui pourront s'intégrer à la flotte de l'OTAN, dans les manœuvres conjointes aujourd'hui, voire plus tard dans une guerre.

Si la neutralité de la Finlande et de la Suède était de moins en moins une réalité, la majeure partie de leur population y restait toutefois attachée.

La guerre en Ukraine a levé toutes les retenues pour les gouvernements, à direction social-démocrate, pour se déclarer en faveur d'une adhésion à l'Alliance atlantique. Ils souscrivent à l'objectif de l'OTAN de boucler l'encerclement de la Russie le long des 1 300 kilomètres de la frontière finlandaise. Avec celles des pays Baltes, qui font déjà partie de l'Alliance, leurs flottes

et leur système de surveillance des sous-marins russes feront de la Baltique une « mer OTAN ». Et, dans le grand Nord, la présence militaire suédoise fait face à celle de la Russie.

Loin de protéger les peuples d'une guerre future, cette adhésion à l'OTAN contribuera à accroître les tensions avec la Russie. C'est cette même politique d'encerclement menée par l'OTAN qui a conduit Poutine à envahir l'Ukraine. De son côté, l'OTAN n'est pas une officine de paix destinée à protéger les peuples. Cette coalition militaire constitue le bras armé de l'impérialisme américain et ses dirigeants sont aussi peu soucieux de l'intérêt des peuples que les maîtres du Kremlin.

De la crise à la faillite

Bousculée par des semaines de manifestations, la famille Rajapaska, qui contrôle le sommet de l'État au Sri Lanka, a été obligée de sacrifier le grand frère, Mahinda.

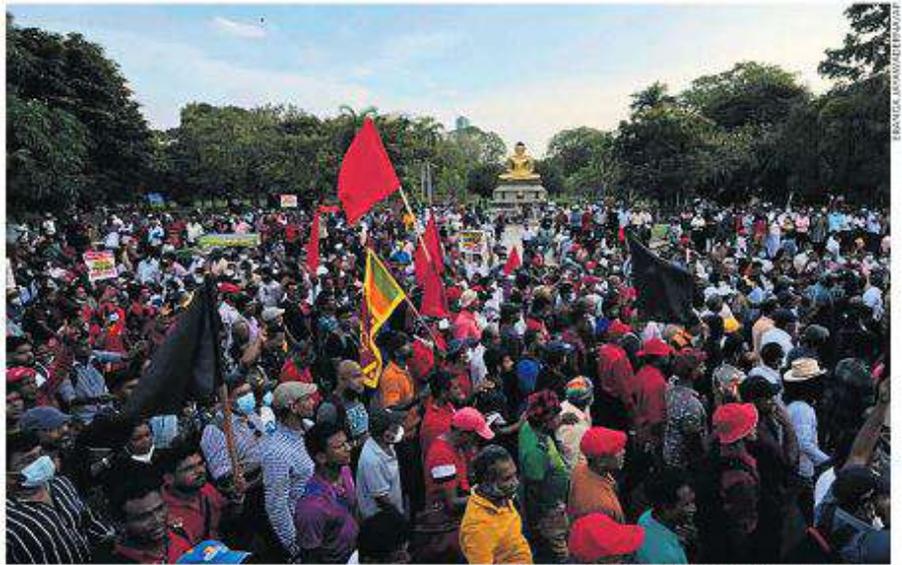
Le 9 mai, celui-ci a démissionné de son poste de Premier ministre, pour tenter de sauver la présidence de son cadet, Gotabaya. Plusieurs autres membres du clan avaient déjà démissionné de leur ministère ces dernières semaines.

L'ascension des Rajapaska tient à leur rôle dans la répression que l'armée a exercée contre la minorité tamoule, mettant fin dans le sang à la rébellion des Tigres en 2009 et flatant le nationalisme de la majorité cinghalaise et bouddhiste.

Mais depuis plusieurs mois, le Sri Lanka s'enfonce dans une crise économique sans solution. La pandémie l'a privé des ressources du tourisme. Le pays s'est endetté considérablement et n'a plus de réserves de devises. L'accélération de l'inflation mondiale a rendu les importations hors de prix. L'électricité ne fonctionne plus que de manière intermittente, les malades ne trouvent plus de médicaments, ou bien hors de prix. Faute d'engrais, la production agricole a chuté, la disette est là et dans la population pauvre on saute des repas.

Depuis un mois et demi, les manifestations sont quotidiennes dans la capitale, Colombo, demandant le départ du président. Même le clergé bouddhiste, qui avait soutenu le nationalisme violent des Rajapaska, s'est retourné contre eux et s'est montré dans la rue. Les manifestants, repoussés par la police lorsqu'ils essayaient d'atteindre le palais présidentiel et les ministères, ont incendié les maisons de certains ministres.

Le 8 mai, les Rajapaska ont mobilisé leurs partisans, qui ont attaqué les protestataires antigouvernementaux à coups de bâtons, accompagnés par les gaz lacrymogènes de la po-



Manifestation anti-gouvernementale le 19 avril 2022.

lice. Deux députés ont tiré sur des manifestants et ont fait des morts. Le couvre-feu a été décrété sur toute l'île, neuf personnes sont mortes et 300 ont été blessées, mais le Premier ministre a quand même dû jeter l'éponge, après avoir essayé en vain de convaincre l'opposition de rejoindre son gouvernement pour le stabiliser. Dès que la place a été libre, les politiciens de l'opposition ont formé un nouveau gouvernement, sous l'autorité affaiblie du président Gotabaya Rajapaska.

Le nouveau Premier ministre, Ranil Wickremesinghe, a supplié la population d'arrêter de faire la queue aux stations-service, où les gens se rencontrent et d'où partent des manifestations spontanées. Impuissant, le nouveau gouvernement a indiqué qu'il allait imprimer plus de billets de banque, tout en reconnaissant que cela accélérerait l'inflation.

Mais, pour desserrer l'étoupe de la crise économique mondiale dans laquelle ce pays se débat, la classe ouvrière et la population pauvre n'ont rien à attendre d'un tel pouvoir politique.

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*
Commission paritaire n°
1019C85576

Directeur de publication : Didier Lombard

Tirage : 100 exemplaires
ISSN : 2552-7282